Le gouvernement Grec a fermé brutalement la télévision publique ERT licenciant sans préavis 2656 personnes. Cette mesure s'inscrit dans les plans d'austérité imposés par la Troïka exigeant immédiatement la suppression de 2000 emplois publics. Loin d'être un dérapage isolé, elle est révélatrice de l'extrême brutalité que la classe dominante en Europe est prête à déployer pour détruire les acquis sociaux et démocratiques engrangés par un siècle de luttes ouvrières. Les travailleurs d'ERT ont décidé de continuer leur activité sous la forme d'une Web TV déjà largement suivie en Grèce. Leur combat est le nôtre, il est important de le soutenir au niveau international. Notons à ce sujet une première initiative exemplaire: la FGTB de Charleroi-Sud Hainaut appelle à une concentration devant la RTBF locale (boulevard Tirou) le 26 juin à 15 H 00. Le communiqué diffusé à cette occasion dit que "cette action vise à alerter l'opinion publique sur ce qui se passe en Grèce (fermeture de l'ERT – Télévision publique)- licenciement des agents de l'ERT par le gouvernement SAMARAS" et "a aussi pour objectif de soutenir nos services publics et de dénoncer cette atteinte à la démocratie qui consiste dans le cadre de l'austérité imposée par la Troïka à la Grèce, à faire taire toute critique citoyenne et à démanteler les services publics." (LCR-web)

La télé publique grecque relancée par le personnel sous forme de Web TV

Par Panos Angelopoulos

Le gouvernement Grec a fermé brutalement la télévision publique ERT licenciant sans préavis 2656 personnes. Cette mesure s'inscrit dans les plans d'austérité imposés par la Troïka exigeant immédiatement la suppression de 2000 emplois publics. Les travailleurs d'ERT ont décidé de continuer leur activité sous la forme d'une Web TV déjà largement suivie en Grèce.

Le gouvernement grec a annoncé le 11 juin la fermeture, en l'espace de moins de 12h, de l'organisme de l'audiovisuel public ERT 1 sous prétexte d' « assainissement et de restructuration ». A l'aide des forces de police, toute émission a cessé avant minuit. Engageant

une épreuve de force inédite, cette décision, appliquée par simple décret ministériel, a signifié le licenciement direct de 2656 travailleurs et la suppression de presque 4000 postes au total. Inspirée par les consultants du Premier Ministre Antonis Samaras, la fermeture n'a été applaudi que par la Nouvelle Démocratie et l'Aube Dorée ! Tous les autres partis (SYRIZA, Grecs Indépendants et KKE de l'opposition, PASOK et DIMAR de la majorité) l'ont désapprouvée.

La fermeture survient au moment où les commissaires de la troïka sont à Athènes, alors que le gouvernement grec devrait remplir jusqu'à fin juin l'objectif assigné par les créanciers de la Grèce de supprimer 2000 emplois publics. L'épisode vient se rajouter à la longue liste du démantèlement progressif des services publics, en vertu des « plans de sauvetage » et des cures d'austérité auxquels sont soumis les peuples. Et pourtant, le mercredi 5 juin dans un rapport le FMI faisait son mea culpa en ce qui concerne le premier plan de sauvetage de la Grèce en 2010 et en remettant en cause l'efficacité même de la structure hybride de la troïka, aujourd'hui en charge de quatre plans de sauvetage dans la zone euro.

Cette mesure, avant d'être économique, se veut profondément anti-démocratique. ERT est un bien public, sa fermeture est une véritable atteinte à la liberté d'expression et à l'existence d'une information indépendante. « Toute modification de grande portée dans le système de médias publics ne devrait être décidée qu'après un débat ouvert et exhaustif au Parlement et non à travers un simple accord entre deux ministres », souligne dans son communiqué hier l'association de l'Union européenne de radio-télévision (UER).

Des milliers de personnes ont afflué mardi soir autour du siège de la télévision publique, dans la banlieue nord d'Athènes, peu avant sa fermeture. L'assemblée générale des travailleurs d'ERT a décidé l'occupation du siège et des studios de l'organisme, ainsi que la poursuite du programme sous forme de Web TV afin d'en informer la population. Ils appellent au soutien et à la solidarité.

Pour voir la déclaration vidéo des travailleurs d'ERT ainsi que le contenu même de la Web TV et le lien Web TV.

http://www.autogestion.asso.fr/?p=3250

Cet article a été publié sur le site http://www.europe-solidaire.org